



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 03 AU 08 FÉVRIER 2014

EXPORT CONTROL

[L'impact du Joint Plan of Action et du Règlement 2014/42/EU sur les sanctions contre l'Iran](#)

Suite au Joint Plan of Action décidé à Genève le 24 novembre 2013 entre les E3+3 (Allemagne, France, Royaume-Uni et Chine, Etats-Unis et Russie) et l'Iran, le Conseil de l'Union européenne a révisé, par un Règlement 2014/42/EU publié le 20 janvier 2014, le Règlement 267/2012 concernant les sanctions et les mesures restrictives prises à l'encontre de l'Iran. Les britanniques dans leur notice aux exportateurs 2014/03 « changes to EU Sanctions against Iran » estiment que ces décisions n'affectent pas leur législation.

I. Le « Joint Plan of Action » ou « Accord de Genève »

Un accord intérimaire de 6 mois entre l'Iran et les 5+1 ou E3+3 a été trouvé le 20 janvier dernier à Genève. Il permet de geler une partie des activités nucléaires de l'Iran en contrepartie d'une levée partielle des sanctions et des mesures restrictives de la part des pays membres à l'accord. Le but des négociations est d'atteindre une situation d'entente mutuelle sur long terme qui permettra d'assurer que le programme nucléaire iranien se déroule dans un but exclusivement pacifique. L'accord de Genève est mis en œuvre à travers un processus étape-par-étape encadré de limites pratiques et de mesures de transparence. Le principe standard devant régir cet accord est le suivant : « nothing is agreed until everything is agreed ». L'application du Joint Plan of Action sera surveillée et contrôlée par l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA).

❖ Eléments de la première étape

La première étape dure 6 mois donc jusqu'au 20 juillet 2014. Elle est renouvelable par consentement mutuel. L'Iran devra prendre, principalement, les mesures suivantes :

- Limiter l'enrichissement d'uranium à 5% ;
- Transformer son stock d'uranium à 20% ;

- Geler ses activités dans les sites de Natanz et Fordo ainsi que pour le réacteur à eau lourde d'Arak ;
- Stopper l'installation de nouvelles centrifugeuses (environ 19.000 actuellement) dans ces sites ;
- Stopper l'installation de nouveaux sites d'enrichissement ;
- Laisser les inspecteurs IAEA d'avoir accès :
 - Aux ateliers d'assemblage de centrifugeuses ;
 - Aux ateliers de production de centrifugeuses et de rotor et aux entrepôts ;
 - Aux mines et aux champs d'uranium.

En retour, les E3/EU+3 devront prendre, principalement, les mesures suivantes :

- Débloquer certains avoirs financiers auparavant gelés ;
- Lever les sanctions sur l'automobile ainsi que sur tous les services qui y sont associés ;
- Lever les sanctions sur les exportations pétrochimiques et sur le commerce de l'or et des métaux précieux ainsi que sur tous les services qui y sont associés ;
- Stopper les sanctions liées au nucléaire provenant du Conseil des Nations Unies, de l'Union européenne ou encore de l'administration US ;
- Instaurer des licences pour la fourniture et l'installation en Iran de pièces détachées pour assurer la sécurité des vols civils iraniens ainsi que pour les services associés ;
- Instaurer des licences pour des réparations et des inspections en Iran liées à cet objectif de sécurité ainsi que pour les services associés. L'allègement des sanctions s'appliquerait à toutes les compagnies aériennes iraniennes.



- ❖ Eléments de l'étape finale (à déterminer dans l'année) :
 - Déterminer une durée à long terme pour l'application de l'accord ;
 - Refléter les droits et les obligations des parties au NPT et aux accords de l'IAEA ;
 - Lever progressivement les sanctions liées au nucléaire, y compris dans les domaines du commerce, de la technologie, des finances, de l'énergie ;
 - Résoudre le problème lié au réacteur Arak : aucune activité ou construction capable de reprendre l'activité ne doit être engagée ;
 - Instaurer une politique de transparence et améliorer la surveillance ;
 - Ratifier et implémenter le Protocole Additionnel, en conformité avec les rôles respectifs du Président et du Majlis (parlement iranien) ;
 - Améliorer la coopération internationale civile et nucléaire, et la R&D.

❖ Perspectives

L'Iran et les grandes puissances devraient reprendre leurs discussions pour conclure un accord global sur le programme nucléaire iranien vers la mi-février à New York, selon un article du journal algérien, la Liberté. Ces négociations devraient avoir lieu avec la participation de Mohammad Javad Zarif, le chef de la diplomatie iranienne (en charge des négociations) et Catherine Ashton, Présidente de la diplomatie de l'Union européenne et des représentants des pays du groupe 5+1.

AÉRONAUTIQUE

« La Commission adopte de nouvelles lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes »

Le 19 février 2014, la Commission européenne adoptera les nouvelles lignes directrices sur les aides d'État dans le secteur de l'aviation de l'UE, qui remplaceront celles de 1994 et de 2005. Ces nouvelles lignes directrices exposeront les modalités du soutien que les États membres peuvent apporter aux aéroports et aux compagnies aériennes conformément aux règles de l'UE en matière d'aides d'État. Pendant une période de transition, les nouvelles règles fourniront en

particulier des critères de compatibilité aux fins de l'appréciation des aides au fonctionnement consenties aux aéroports, aides que n'autorisent pas les lignes directrices actuelles. Le financement d'aéroports et de compagnies aériennes par les États membres est actuellement apprécié par la Commission à l'aune des lignes directrices de 2005 sur l'aviation. Ces lignes directrices contiennent des dispositions sur l'appréciation du financement public des aéroports et le démarrage de services de transport aérien au départ d'aéroports régionaux.

L'évolution profonde du marché observée au cours de la dernière décennie a conduit la Commission à lancer un réexamen des lignes directrices et une première consultation publique en 2011 (voir IP/11/445). Se fondant sur les observations reçues, la Commission a procédé au réexamen des règles en vigueur et consulté le public sur un projet de lignes directrices révisées en juillet 2013 (voir IP/13/644). La Commission examine parallèlement une cinquantaine d'aides d'État (dont 32 dans le cadre d'une enquête formelle) dans le secteur aéronautique. La Commission n'hésite pas à réagir à l'évolution des réalités du marché. Les nouvelles lignes directrices ont pour ambition de garantir une utilisation judicieuse de l'argent du contribuable et le maintien de conditions de concurrence équitables au sein du marché unique entre aéroports et compagnies aériennes, quels que soient leurs modèles d'exploitation (des grandes plateformes de correspondances aux aéroports régionaux et des compagnies nationales aux compagnies à bas coûts).

« La Commission ouvre une enquête approfondie sur l'aide à la restructuration accordée à Cyprus Airways »

La Commission européenne a ouvert une enquête approfondie afin de vérifier si le plan de restructuration chypriote, d'un montant de 102 millions d'euros, en faveur de Cyprus Airways est conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'État. La Commission cherchera notamment à déterminer si ce plan est de nature à permettre à Cyprus Airways d'être viable sans l'appui continu de l'État et à compenser les distorsions de concurrence induites par les aides d'État.



« European Parliament votes on air passenger rights »

The European Parliament has voted on proposals from the European Commission to strengthen passenger rights including: measures to ensure that air passengers have new and better rights to information, care and re-routing when they are stranded at the airport. At the same time there will be better complaint procedures and enforcement measures so passengers can actually obtain the rights to which they are entitled.

« Carsten Spohr, futur patron de Lufthansa »

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a annoncé vendredi 7 février avoir choisi Carsten Spohr, l'actuel chef de la division passagers du groupe, pour succéder à son patron sur le départ Christoph Franz.

« Lufthansa urges EU intervention on Etihad plan to buy debt-laden Alitalia »

German airline Lufthansa hit out at plans by Abu Dhabi-based Etihad Airways to buy debt-laden Alitalia, saying it amounted to covert state aid. "We reject repeated subsidies and partial nationalization of European airlines, regardless of whether they are bought by European countries or state-run firms outside of Europe," Lufthansa said in a statement. Lufthansa did not explicitly name Etihad or Alitalia, but the statement was issued a day after the Abu Dhabi-based group said it had entered the final stage of an assessment of whether to purchase a stake in the troubled Italian airline.

SPATIAL

« Bolden : "La Nasa a besoin de l'Europe" »

A l'occasion de son passage à Paris la semaine dernière, l'administrateur de la Nasa s'est exprimé sur l'interdépendance entre la plus grande agence spatiale actuelle et ses partenaires européens. Dans cette tribune, adressée à Air&Cosmos, il insiste sur les apports de la coopération internationale, ainsi que sur le rôle joué par l'ESA et le Cnes dans de nombreux domaines - de l'ISS à l'exploration martienne - en appelant de ses vœux la poursuite de cette collaboration.

« German Space Nominee Rounds Out All-female European Policy Triumvirate »

The nomination of Brigitte Zypries as Germany's new space program coordinator means the near-term future of Europe's space sector — an industry as male-dominated as the average auto-repair shop — is now in the hands of three women. Zypries will join Genevieve Fioraso of France and Maria Chiara Carrozza of Italy this year in determining whether Europe invests around 5 billion euros (\$6.8 billion) in new launch vehicles and whether it signals its willingness to continue as a partner with the United States, Russia, Japan and Canada in the international space station.

« European Primes Say Component Monopolies Would Enhance Global Competitiveness »

European space-hardware manufacturers said they relish the idea of gaining access to the U.S. government market through a U.S.-European free-trade agreement but asked for rules to protect against their home markets being flooded with inexpensive U.S. goods.

« Switzerland To Join Galileo Program under Agreement with EU »

The Swiss government, whose nonmembership in the European Union and membership in the European Space Agency have raised security-related issues at the European Commission, has concluded an agreement with the EU to join Europe's Galileo satellite navigation program.

« Le cargo Progress M-22M rejoint l'ISS »

Le vaisseau cargo automatique russe Progress M-22M a été mis sur orbite par un lanceur Soyouz U qui a décollé de Baïkonour le 5 février à 16h23 TU. Cette mission de ravitaillement de l'ISS est la 54e assurée par la Russie depuis août 2000, d'où la désignation « Progress 54 » utilisée par la Nasa et souvent reprise par les médias. En réalité, il s'agit du 143e cargo Progress lancé depuis 1978. Avant de desservir l'ISS, ces vaisseaux dérivés du Soyouz habité ont déjà ravitaillé les stations soviétiques puis russe Saliout 6 et 7 et Mir.



TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« Le Conseil d'Etat rejette une requête de Google contre la CNIL »

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 7 février, une requête présentée par Google qui cherchait à annuler une partie d'une condamnation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) début janvier. Le Conseil se prononce ainsi pour la publication d'un encart sur google.fr faisant état de l'amende infligée par la CNIL au géant de la recherche en ligne.

« Comment Google France s'est organisé pour échapper au fisc »

Après une vérification fiscale en 2011, la filiale française du géant américain a discrètement mis en place des mesures pour échapper à un nouveau redressement. Voici lesquelles. La filiale française de Google s'est vue notifier un redressement fiscal d'un milliard d'euros. Officiellement, la filiale française n'a qu'un rôle "d'assistance marketing et de service support". Formellement, c'est la filiale irlandaise qui vend de la publicité aux clients français. Les factures sont bien émises depuis l'Irlande. Mais tout le reste se fait à Paris. Pour le fisc, Google France paraît assurer toute la gestion commerciale des clients, y compris la conclusion de contrats de publicité, et ce, sans déclarer ce chiffre d'affaires en France. La filiale française s'est réorganisée. En pratique, la filiale française a réalisé qu'il y avait dans son organisation de multiples références à l'acte de vente ce qui n'était pas très prudent. Certaines activités ont été rebaptisées pour réduire les risques. Google France répond que "ce changement n'a pas été effectué pour des raisons fiscales, mais pour assurer un meilleur service au client".

« Bouygues et SFR espèrent 300 millions d'économies en mariant leurs réseaux »

Les deux opérateurs vont mettre en commun leur parc d'antennes sur un large périmètre du territoire. Ils se sont répartis chacun des zones. Pour cela, ils ont créé une société commune qui gèrera leur patrimoine d'antennes-relais : cette co-entreprise

emploiera 30 à 40 personnes, sera dirigée par une personne extérieure aux deux groupes, et aura la responsabilité de rationaliser le parc d'antennes. Concrètement, SFR et Bouygues vont démonter au moins 7.000 sites et n'en auront plus que 11.500 fin 2017 contre 18.500 aujourd'hui dans les zones concernées. Olivier Roussat, le PDG de Bouygues Telecom, a affirmé que l'accord serait "sans impact sur l'emploi. La phase de surinvestissement initial sera même bonne pour les métiers de déploiement". Toutefois, l'accord ne se traduira pas par une accélération des investissements dans la fibre, les "marges de manœuvre" dégagées servant à restaurer les marges tout court. Chaque opérateur « leader » sur sa zone opérera le réseau pour lui-même et son partenaire et les deux acteurs se refactureront les prestations de service (RAN-sharing). Pas d'appel d'offres prévu pour les équipementiers, chacun continuera avec ses fournisseurs (principalement Huawei et NSN chez SFR, Ericsson et Huawei chez Bouygues). "Le modèle est plutôt l'accord de Vodafone et O2 (Telefonica) au Royaume-Uni que les opérateurs nordiques : il n'y a pas de transfert massif de personnels, pas de mutualisation de fréquences, l'investissement est réalisé par chaque opérateur", a souligné Pierre-Alain Allemand, le directeur du réseau chez SFR. "Les réseaux restent totalement indépendants dans les zones denses, chacun conserve la maîtrise de son cœur de réseau, et la politique commerciale et tarifaire restera distincte".

« Olivier Roussat (Bouygues): une fusion avec SFR "n'est pas une question qui se pose à ce stade" »

Bouygues Telecom et SFR ont scellé leur accord de mutualisation des réseaux. Les deux groupes ont indiqué attendre les premiers fruits de ce contrat pour 2017. Bouygues Télécom table sur des économies de 100 millions d'euros par an. Mais la véritable question est de savoir si cet accord n'est pas la première pierre d'une fusion plus large entre les deux opérateurs. Olivier Roussat a répondu: "ce n'est pas une question qui se pose à ce stade", affirmant que "les pouvoirs publics ont insisté pour que la fusion des réseaux ne soit pas un prélude à une fusion entre opérateurs". Il a également rappelé que le gendarme de la concurrence a interdit "la fusion à 100% des réseaux" excluant "les zones très denses", c'est-à-dire les



viles de plus de 200.000 habitants. Le PDG de Bouygues Telecom a, par ailleurs, largement insisté sur l'intérêt de cet accord de mutualisation pour le consommateur. Selon lui, il va permettre à SFR et Bouygues "d'améliorer la couverture dans les zones grises", zones où seul un ou deux opérateurs, souvent Orange, sont présents.

« Et si Bouygues Telecom était à vendre? »

Le 7 janvier, Bouygues Telecom a été cité comme une cible potentielle par Dexter Goei, le directeur général d'Altiice, maison-mère de Numericable. Et surtout, le 30 janvier, les analystes d'Oddo ont publié une note prédisant qu'il y avait 40% de chances pour que l'opérateur se fasse racheter par Free. La dernière chance de redresser Bouygues Telecom a apparemment été manquée. En effet, la 4G s'avère décevante. Pour Oddo, "la 4G a eu peu d'impact sur les dynamiques de parts de marché. Mais Bouygues Télécom ne monétise pas ces avantages, et n'a pas réussi à faire bouger les lignes en 4G". Pour Oddo, l'acquéreur le plus probable est Free, qui éviterait ainsi de construire son propre réseau. Toutefois, il y a deux obstacles : les relations exécrables entre Martin Bouygues et Xavier Niel et le gendarme de la concurrence. Il y a un an, l'Autorité de la concurrence a dit non de manière informelle à une fusion SFR-Free. Mais elle ne s'est jamais prononcée sur un rapprochement Bouygues-Free, qui serait moins dommageable en termes de concurrence.

« Alcatel-Lucent cède sa division Entreprise à China Huaxin »

Le déroulement du plan Shift se poursuit. Outre son intention de réduire de 14% ses effectifs dans le monde, l'équipementier a annoncé le recentrage drastique des activités et des cessions d'actifs. Après la vente de sa filiale spécialisée dans les réseaux sécurisés, LGS Innovations à un groupe d'investisseurs américains dirigé par Madison Dearborn, pour un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars ALU vient d'annoncer la cession de sa branche Entreprise. Elle est vendue à la société d'investissements en technologie China Huaxin pour 268 millions d'euros. Le groupe

franco-américain conservera néanmoins une participation minoritaire de 15%.

~ EUROPE ~

« Speech: Rebooting Trust? Freedom vs. Security in Cyberspace »

"Preventing terrorism and strengthening cyber security are both societal challenges and therefore require a societal response. Traditional security actors, such as law enforcement, are still very important but they cannot do the job alone", says Commission Cecilia Malstrom.

« La Commission crée un groupe des régulateurs européens des services de médias audiovisuels »

Ce groupe rassemble les dirigeants ou les représentants à haut niveau des organismes de régulation nationaux indépendants du domaine des services audiovisuels en vue de conseiller la Commission sur la mise en œuvre de la directive «services de médias audiovisuels» (SMA) à l'ère de la convergence des médias.

« New ECB guide will help assess security of internet payments »

The guide outlines assessment questions for all aspects covered in the "Recommendations for the security of internet payments" that were approved by the Governing Council in January 2013. These include governance, risk management and mitigation, customer information and due diligence, the initiation, monitoring and authorisation of payments, protection of sensitive payment data, and customer awareness and education. The European Forum on the Security of Retail Payments has given special attention to providing further clarification with regard to the evaluation of strong customer authentication and the protection of sensitive payment data.

« Abus de position dominante: la Commission obtient de Google un affichage comparable de ses concurrents dans la recherche en ligne spécialisée »

Google accepte maintenant de garantir que lorsqu'elle promeut ses propres services de recherche spécialisés sur sa page web (par exemple



pour des produits, des hôtels, des restaurants, etc.), les services de trois concurrents, sélectionnés au moyen d'une méthode objective, apparaissent de manière clairement visible pour les utilisateurs et selon une présentation comparable à celle utilisée pour ses propres services

« Statement on the Google investigation »

After a careful analysis of the last proposals we received from Google last month, and intense negotiations that managed to further improve what Google sent to us in mid-January, I believe that Google's new proposals are capable of addressing the competition concerns I set out to them. Therefore, from now on we will move forward towards a decision based on commitments.

~ INTERNATIONAL ~

« La neutralité du Net tente un retour aux Etats-Unis »

Les élus démocrates veulent garantir provisoirement la neutralité du Net aux Etats-Unis, le temps pour le régulateur de définir de nouvelles règles conformes à une décision de justice. Les opérateurs peuvent compter eux sur les républicains pour s'y opposer. Les règles encadrant la neutralité des réseaux imposées par le régulateur (FCC) aux opérateurs et fournisseurs d'accès ont été cassées par la justice suite à la plainte de Verizon. Barack Obama a toutefois depuis assuré la FCC de son soutien. La justice a par ailleurs reconnu que la FCC disposait de l'autorité suffisante pour imposer une régulation spécifique à la neutralité des réseaux.

« Huawei, l'ambitieux numéro deux mondial de la téléphonie »

Longtemps accusé de conquérir des parts de marché sur les équipementiers occidentaux par sa seule stratégie low cost, voire de dumping, le fabricant d'antennes-relais et de routeurs Huawei a peu à peu gagné le respect de ses concurrents et de toute l'industrie. À coups d'investissements massifs dans la R&D, Huawei a su prendre les virages technologiques importants, la 3G, les équipements tout-en-un couplant plusieurs normes, la 4G. Cette coopérative au fonctionnement encore mystérieux,

qui emploie plus de 150.000 personnes, dont la moitié d'ingénieurs, dépose des centaines de brevets et compte investir 450 millions d'euros dans le lancement de la 5G.

« Les géants du Web minimisent leur implication dans le scandale de la NSA »

Facebook, Microsoft, Yahoo! et Google ont publié lundi le nombre de demandes de renseignements sur des utilisateurs qu'ils ont reçues dans le cadre du programme Prism au cours des six premiers mois de 2013. Yahoo! est le plus concerné par ces demandes d'informations sur des utilisateurs suspects ou sur des contenus illicites. L'entreprise déclare qu'environ 30.000 comptes d'utilisateurs ont été visés par des injonctions judiciaires. Ces grandes entreprises entendent ainsi regagner la confiance des internautes.

« A 10 ans, Facebook veut encore grandir »

Le réseau social a fêté le 3 février son dixième anniversaire. Sa jeune histoire a été mouvementée mais, plusieurs fois mis à l'épreuve sur son modèle, il s'est donné les moyens de devenir un vrai géant économique.

L'histoire de Facebook dépasse, et de loin, le cadre du seul secteur technologique. En dix ans, le réseau social a créé un service utilisé par plus de 1,2 milliard de personnes tous les mois à travers le monde, réalisant plus de 7 milliards de dollars de chiffre d'affaires et dépassant les 150 milliards de dollars de valorisation. Si l'histoire de Facebook a été aussi populaire, c'est qu'elle contient tous les ingrédients d'un thriller à rebondissements, réunissant toutes les réussites, les échecs et les revirements stratégiques que peut connaître la vie d'une start-up.

« Microsoft: Satya Nadella prend les rênes de l'entreprise »

L'Américain d'origine indienne remplace Steve Ballmer au poste de directeur général, a annoncé la société le mardi 4 février. De son côté, Bill Gates abandonne ses fonctions de président du conseil d'administration tout en restant dans le groupe au poste de « conseiller technologique ».